

NOTE DE SYNTHÈSE DE L'ANALYSE DES CONFLITS EN ITURI

Introduction

La présente note de synthèse donne un aperçu de la situation conflictuelle de la province de l'Ituri. Elle est basée sur des rapports, des analyses, et des études contenant des informations essentielles sur le contexte conflictuel de la province de l'Ituri et met l'accent sur les quatre dimensions de l'analyse des conflits, à savoir le profil, les causes, les acteurs et la dynamique récente. Elle vise à aider les acteurs Humanitaire Développement et Paix (HDP) à comprendre le contexte conflictuel de l'Ituri afin de mieux orienter leurs interventions. La revue de littérature de cette note porte essentiellement sur les territoires de Djugu, Mambasa et Irumu et moins sur Mahagi et Aru. Ces deux territoires sont moins marqués par des violences que les autres territoires. En effet, la plupart des études soulignent que les conflits n'affectent pas les territoires de l'Ituri de la même manière.

1. Profil des Conflits dans la Province de l'Ituri

Les conflits dans la province de l'Ituri sont variés et interconnectés. Ils ont une dimension ethnique, économique, politique et sociale, et tournent essentiellement autour de l'identité, du foncier et de l'accès aux ressources naturelles. Un autre type de conflits foncier identifié dans la province de l'Ituri est le conflit des limites administratives, il oppose différentes entités administratives de cette province. Bien que la revue de la littérature en notre possession ne fait que peu mention de cette variété de conflit foncier, pour l'ONG Mwangaza Peace, les conflits des limites administratives sont comptés parmi les facteurs qui alimentent les violences dans la province de l'Ituri¹. Ces conflits dateraient de plus de deux décennies et endeuillent la quasi-totalité des territoires de l'Ituri (Irumu, Djugu, Mambasa et Mahagi) et occasionnent de déplacement massif de la population.

La conflictualité dans cette province est dominée par l'antagonisme entre le groupe de Hema et celui de Lendu, deux communautés majoritaires de la province. Cet antagonisme se cristallise autour de l'identité et de la question de la terre au point que la violence foncière est devenue chronique. Les rivalités entre les groupes Hema et Lendu, exacerbées par des luttes pour le contrôle des terres agricoles et des ressources, ont conduit à des violences intercommunautaires. Les massacres et les déplacements forcés de populations sont des conséquences tragiques de ces tensions. Le rôle des leaders communautaires est mis en avant dans l'exacerbation des tensions².

Une étude souligne que le sud de l'Ituri, plus précisément les territoires de Mambasa et d'Irumu, connaît une montée des tensions foncières liée aux migrations en provenance du Nord-Kivu. Les Nandés sont considérés comme les anciens migrants, car installés en Ituri depuis plusieurs décennies et sont détenteurs d'un pouvoir économique important qui leur confère également un certain pouvoir politique. Ce pouvoir politique suscite des frustrations chez certains autres groupes, tels que les

¹ <https://acp.cd/province/ituri-les-conflits-de-limites-administratives-un-des-facteurs-qui-alimentent-les-violences-ong/>

² Turner, T. (2007). *The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality*.

Mars 2025

Mambamusa, les Lese, les Bira. Les Banyabwisha (des Hutus en provenance de la chefferie de Bwisha dans le Rutshuru au Nord-Kivu) et les Bakonzo (qui vivent de part et d'autre entre les frontières de l'Ouganda et de la RDC) sont d'autres nouveaux migrants. Comme les Bakonzo, les Banyabwisha sont des agriculteurs à la recherche des terres arables, ce qui aggrave la pression sur les terres et occasionne des contestations de pouvoir. La présence de nombreux groupes armés rattachés aux différentes ethnies, y compris des milices locales et des groupes rebelles, complique la situation sécuritaire dans cette partie de la province, au sud de l'Ituri. Ces groupes exploitent les conflits pour renforcer leur pouvoir et contrôler les ressources, entraînant des violences et des déplacements de populations.

Une étude sur les impacts des ressources naturelles sur les conflits en Ituri montre que le contrôle des ressources naturelles est souvent considéré comme un facteur déclencheur de violence³. Elle démontre également la manière dont l'exploitation des ressources exacerbe les tensions entre les communautés⁴. D'après certaines analyses, les identités ethniques sont souvent mobilisées par des entrepreneurs de violence afin de préserver leur contrôle sur les ressources naturelles, en particulier l'or. Certains experts pensent que la faiblesse de l'État et l'absence de gouvernance efficace sont des facteurs clés qui alimentent également les conflits en Ituri. Ces derniers ont des conséquences dévastatrices sur le tissu social. Les influences extérieures, y compris l'intervention de pays voisins et le soutien à des groupes armés, sont également des facteurs importants dans les conflits en Ituri⁵.

2. Les causes et facteurs des conflits en ITURI

Certaines études démontrent que les causes des conflits dans la province de l'Ituri sont multiples et interconnectées, qu'elles englobent des rivalités ethniques, la concurrence pour les ressources, la faiblesse de l'État, des facteurs sociaux et historiques, ainsi que des influences extérieures.

3.1. Causes structurelles

L'approche coloniale qui se fondait sur l'exploitation économique utilisant une réorganisation des frontières inter-communautaires basée sur une approche profondément discriminatoire qui consistait à désigner les Hema comme supérieur et les Lendu comme inférieur⁶ est considérée par la majorité des études comme une source profonde des conflits et autres tensions intra-communautaires.

La défaillance des institutions étatiques en Ituri a également été identifiée comme une cause fondamentale des conflits. La faiblesse de l'État et l'absence de bonne gouvernance a favorisé la spéculation foncière, et les inégalités d'accès à la terre dans tous les territoires de la province de l'Ituri. Cette situation a créé un environnement propice à l'anarchie et à la violence. L'incapacité de l'État à trouver des réponses structurelles aux conflits fonciers depuis le début de la guerre en Ituri a favorisé les pratiques frauduleuses de vente de terre par les chefs coutumiers et les autorités administratives, l'accaparement illicite des terres par des communautés et des concessionnaires et la partialité 'achetée'

³ Mbuyi, J.-P. L. M. (2015). Ressources naturelles et conflits en RDC : Une analyse des dynamiques locales.

⁴ Idem

⁵ Prunier, Gérard. Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe. Oxford University Press, 2009.

⁶ Durant l'époque coloniale les Hema avaient saisi l'opportunité d'aller à l'école et ils avaient des rapports privilégiés avec les colons Belges.

de la justice.⁷ Cette problématique foncière est rendue encore plus compliquée par la dualité juridique et le chevauchement de deux régimes fonciers, le régime cadastral administratif qui est considéré comme le régime légal, et le régime coutumier, administré par les chefs locaux, considéré comme légitime. La présence de ces deux régimes favorise les abus.

3.2. Causes immédiates

Les rivalités ethniques font partie des causes immédiates citées le plus souvent dans les conflits en Ituri. Ces tensions ethniques sont souvent exacerbées par des stéréotypes historiques et des griefs anciens, ce qui montre le lien entre les causes immédiates (rivalités) et les causes structurelles (narratif historique hérité de la colonisation concernant les faveurs reçus par un certain groupe). Ce narratif de rivalités est souvent manipulé par des leaders politiques et militaires pour mobiliser leur communauté selon des lignes ethniques et justifier la violence⁸. Encore une fois, la violence profite à des leaders politico-économiques qui abusent de cette rivalité pour asseoir leur pouvoir et leur mainmise sur les ressources naturelles.

Les inégalités d'accès à la terre exacerbées par la croissance démographique, les problèmes de coexistence entre les éleveurs et les agriculteurs font également partie des causes des conflits en Ituri. Certaines causes des conflits fonciers seraient directement liées à la corruption, d'autres au non-respect de la loi, ou au non-usage de certaines terres ou encore aux agrandissements frauduleux des concessions. Comme évoqué ci-dessus, la compétition pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles ont été cités par de nombreux rapports comme étant l'une des sources principales des conflits dans cette province. Les ressources naturelles notamment l'or attire l'attention de divers acteurs, y compris les groupes armés qui cherchent à avoir le contrôle sur ces dernières.

3.3. Facteurs aggravants et éléments déclencheurs

Outre le facteur démographique (qui augmente la pression sur la terre, comme mentionné ci-dessus), certains experts sont d'avis que la découverte de nouveaux gisements aurifères fait partie des facteurs aggravant les conflits dans la province de l'Ituri, car cela attise les appétits d'entrepreneurs de violence. D'autres facteurs sociaux, liés aux traumatismes vécus lors des violences passées, représentent d'autres facteurs aggravants. Les massacres et les déplacements forcés, et les cycles de violence sont ancrés dans les mémoires des différents groupes et affectent profondément les relations entre les communautés. Ces facteurs historiques alimentent des ressentiments qui peuvent resurgir lors de tensions contemporaines⁹. En outre, d'autres facteurs aggravants ont trait aux influences régionales et internationales. Les interventions de pays voisins et le soutien à différents groupes armés ont exacerbé les tensions locales¹⁰. A titre d'exemple l'armée ougandaise soutient le groupe Zaïrois, une milice de la communauté Hema, et à même temps elle est alliée aux FARDC dans les opérations conjointes pour l'éradication de ADF et d'autres groupes armés locaux. Ces influences extérieures

⁷ Voir Justice Plus (2017). Rapport d'étude foncière dans les territoires d'Irumu, Djugu, Mahagi et Aru exécuté en province de l'Ituri en partenariat avec Pax Christi.

⁸ Thomas Turner, dans son ouvrage **The Congo Wars**

⁹ Mahmood Mamdani, dans **Citizen and Subject**

¹⁰ Gérard Prunier, dans **Africa's World War**

Mars 2025

compliquent davantage la situation et rendent la résolution des conflits encore plus difficile. Les éléments déclencheurs des conflits (qui engendrent de la violence) sont souvent les vols, et les divagations des bêtes empiétant des terres agricoles.

3. Analyse des acteurs des conflits, leurs alliances, influences et rôles

Les principaux acteurs cités dans la plupart des analyses et études sur les conflits en Ituri sont les groupes armés locaux, les Forces Armées Congolaises (FARDC), les acteurs internationaux et ONGs, les communautés locales, et certains politiciens. Ces acteurs ont une grande influence sur les dynamiques conflictuelles en Ituri.

- Communautés Locales

Les communautés locales sont à la fois victimes et acteurs des conflits. Les leaders communautaires, souvent issus des structures traditionnelles, jouent un rôle important dans la gestion des conflits. Ils peuvent agir en tant que médiateurs, mais sont également influencés par les dynamiques de violence. Ces communautés font des alliances avec les groupes armés à vocation ethnique. Certaines analyses soutiennent que les alliances entre les communautés se constituent souvent en réponse aux menaces perçues et sont souvent influencées par le contexte.

La communauté Lendu serait en alliance avec le Groupe armé Coopérative pour le développement du Congo (CODECO), alors que la communauté Hema serait rattachée au groupe armé Zaïre pour se défendre contre le CODECO au motif que ce dernier veut l'exterminer. Dans le but de contrecarrer la milice CODECO, la communauté Hema a fait alliance avec les autres communautés avec lesquelles elle partage la même culture. Cette alliance informelle s'appelle le G5 (groupe de 5 communautés) : il s'agit des communautés Nyali, Ndo Okebo, Alur, Hema, et Mambisa.

Certains experts affirment que la communauté Lendu du Territoire d'Irumu, dans la Chefferie de Walendu Bindi est en alliance avec le groupe armé FRPI. Ce groupe s'attaquait jadis à la communauté Hema d'Irumu. Cette situation aurait amené les Hema à s'allier avec la communauté Nyali et Hema de Djugu pour faire un front commun et contrecarrer les Lendu Bindi. Enfin la communauté Bira serait alliée avec le groupe armé appelé FPIC pour défendre et récupérer leurs terres occupées par la communauté Hema qui y entreprend des activités d'élevage à grande échelle. Selon certaines sources, le FPIC s'attaquait aux cheptels et à d'autres biens de la communauté Hema.¹¹

- Groupes Armés Locaux

Les groupes armés sont souvent considérés comme les principales manifestations des conflits en Ituri. Parmi eux, les actions de Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO), Force Patriotique et Intégrationniste du Congo (FPIC), les milices Zaïrois, le Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et d'autres factions armées sont fréquemment mentionnés. Ces groupes, souvent issus de communautés ethniques spécifiques, exploitent les rivalités ethniques et les frustrations socio-économiques pour mobiliser leur soutien. Certains experts soulignent que ces milices sont motivées

¹¹ Entretiens avec des organisations de peace building de l'Ituri, telles que FOMI et ACIAR

Mars 2025

par des revendications territoriales, le contrôle des ressources naturelles et des luttes de pouvoir, exacerbant ainsi les tensions entre différentes communautés. Les experts mentionnent également l'existence des alliances entre certains groupes armés. On parle d'une alliance naturelle entre les groupes armés CODECO et FRPI du fait de l'appartenance à une communauté (Lendu). Ces deux groupes collaborent sur les questions d'intérêt de leur communauté, ils appartiennent à la même culture appelé « LORI », c'est donc une alliance dite 'du sang'. Une autre alliance qui s'est créée pendant une courte période (et s'est vite défaite) est celle de CODECO et de FPIC, groupe armé affilié à la communauté Bira. Cette alliance s'est tissée pour répondre à la crise de leadership entre deux fractions de FPIC. La milice Zaïre est souvent en alliance avec les forces d'autodéfense faisant partie des communautés de G5.

- Forces Armées Congolaises (FARDC)

Appelées à rétablir l'ordre et la sécurité, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) sont souvent accusées d'être les auteurs de nombreuses violations des droits humains, de corruption et d'abus de pouvoir. Le manque de formation, la désorganisation et les problèmes de commandement au sein des FARDC limiteraient leur efficacité. Parfois, leur interaction avec les groupes armés est perçue comme une forme de collusion, ce qui complique davantage la situation sécuritaire.

- Acteurs Internationaux et ONG

Les organisations non-gouvernementales (ONG) et les acteurs internationaux, tels que les Nations Unies, jouent un rôle crucial dans la médiation des conflits et l'assistance humanitaire. Certaines études soulignent que ces acteurs contribuent à sensibiliser et mobiliser la communauté internationale sur la situation en Ituri et à promouvoir des initiatives de paix. Cependant, leur impact est parfois limité par des défis logistiques, des conditions de sécurité instables et un manque de coordination avec les acteurs locaux. Il est souvent remarqué que les interventions internationales doivent être adaptées aux réalités locales pour être efficaces.

- Les opérateurs économiques

Les opérateurs économiques locaux (comptoirs, petits exploitants) et internationaux (exploitants chinois) jouent un rôle complexe et souvent ambivalent dans les conflits en Ituri, province marquée par des tensions ethniques et des luttes pour le contrôle des ressources. Qu'ils soient locaux, provinciaux, nationaux ou étrangers, les opérateurs économiques investissent dans l'exploitation des ressources naturelles. Leur présence peut exacerber les tensions en raison de la concurrence pour l'accès aux ressources. Certains d'entre eux sont accusés ou seraient en train de financer des groupes armés pour protéger leurs intérêts commerciaux ou pour obtenir un accès privilégié aux ressources. Les exploitants chinois sont accusés de collaborer avec des groupes armés pour sécuriser leurs activités d'exploitation de l'or¹².

- Les opérateurs politiques ou les politiciens

¹² <https://7sur7.cd/2024/11/16/ituri-des-chinois-accuses-de-collaborer-avec-des-groupes-armes>

Mars 2025

L'Ituri connaît des violences interethniques et des conflits armés, souvent exacerbés par des rivalités politiques. Les opérateurs politiques sont souvent indexés ou accusés de manipulation des tensions ethniques. Certains politiciens exploitent les divisions ethniques pour mobiliser des soutiens, alimentant ainsi les tensions et les conflits. Ils peuvent inciter à la violence pour renforcer leur pouvoir ou leur influence. Ils sont également accusés d'avoir soutenu des groupes armés afin de protéger leurs intérêts politiques ou économiques, contribuant ainsi à la prolongation des conflits. En outre pour avoir accès aux ressources naturelles, certains politiciens nationaux et provinciaux jouent un rôle central dans l'attribution des droits d'exploitation des carrés miniers en influençant les chefs coutumiers, ce qui est contraire à l'application du code minier.

En conclusion, l'analyse des acteurs des conflits dans la province de l'Ituri révèle des réseaux et des alliances complexes, reflétant une symbiose des intérêts ethniques, économiques et politiques. Cela sous-entend que chaque acteur a ses propres motivations et intérêts souvent dominés par les gains financiers, ce qui confirme la forte dimension économique des conflits. Certains experts soulignent que les efforts de résolution de ces conflits devraient s'appuyer sur une approche holistique qui intègre les dimensions ethniques, économiques, sociales et politiques des conflits. La collaboration entre les acteurs locaux, nationaux et internationaux est cruciale pour construire un avenir pacifique et prospère en Ituri.

4. Dynamique Actuelle des Conflits dans la Province de l'Ituri

Depuis le début de l'année 2025, l'on signale une certaine accalmie et une baisse de tension entre différentes communautés de l'Ituri. Quelques initiatives de paix en cours contribuent à l'atténuation des tensions dans certains territoires dont la plus récente, la rencontre entre les communautés Mambamusa (regroupant toutes les ethnies se disant autochtone de Mambasa) et la communauté Yira (regroupant la communauté Nandé). Les deux communautés se sont engagées à promouvoir la cohésion sociale dans le territoire de Mambasa.¹³ A ce jour, certains territoires de la province de l'Ituri connaissent des moments d'accalmie relative, pendant que d'autres par contre continuent à être confrontés à des crises sécuritaires dues à la résurgence des affrontements entre les groupes armés et milices intercommunautaires. En effet, il convient de signaler des petites tensions visibles liées aux attaques isolées ainsi que les provocations entre le groupe armé d'autodéfense Zaïre et la milice CODECO, surtout dans le Territoire de Djugu. Cette attitude serait liée aux affrontements entre ces deux groupes du 15 au 22 décembre 2024 dans la Zone de santé de Drodoro et Bule dans le Territoire de Djugu causant une dizaine de morts, des déplacements massifs de population et l'arrêt de la circulation sur l'axe Bunia, Katoto, Masumbuku et Drodoro.

Le récent développement du conflit dans la province du Nord Kivu, avec la progression de M23/ AFC a impacté la dynamique des conflits en Ituri. Les communautés s'accusent les unes les autres de soutenir le M23/AFC et un climat de méfiance s'est instauré. Le rapport des experts des Nations Unies paru en décembre 2024 continue à alimenter le débat entre les leaders des différentes communautés en Ituri. Ce rapport a accusé le groupe d'autodéfense Zaïre, lié à la communauté Hema, d'être allié au M23/AFC et de procéder au recrutement de combattants pour le compte du M23/AFC. Dans le but de contredire

¹³ <https://mambasaneews.com/ituri-mambasa-les-communautes-mambamusa-et-yira-sengagent-pour-la-cohesion-sociale-dans-le-territoire>

Mars 2025

ce rapport, les leaders communautaires de la communauté Hema ont appelé les membres de leur groupe armé à déposer les armes et à intégrer le Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRCS). Près de 600 membres du groupe Zaïre auraient déposé les armes et rejoint la vie civile. En procédant ainsi, la communauté Hema a voulu se dédouaner de ces accusations et montrer sa bonne foi de contribuer à la paix dans la province de l'Ituri bien que les autres communautés continuent à douter de cette bonne foi. Notons que ce rapport avait également cité nommément certains leaders Hema, notamment Thomas Lubanga et sa majesté le Chef Yves Kawa Panga Mandro d'être les responsables de recrutement du M23/AFC et de faciliter la progression de ce dernier vers la province de l'ITURI.

Bibliographie

1. Vircoulon, T. (2021). Ituri : Résurgence du conflit et échec de la politique de consolidation de la paix, *Études de l'Ifri*, Ifri, juin 2021.
2. https://www.gicnetwork.be/wp-content/uploads/2021/04/01_GIC_Violence-and-Instability-in-Ituri_FR_WEB-1.pdf
3. Mbuyi, J.-P. L. M. (2015). Ressources naturelles et conflits en RDC : Une analyse des dynamiques locales.
4. Turner, Thomas (2007). *The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality*. Zed Books.
5. Lamboj, Jean-Pierre (2011). *La République Démocratique du Congo : État et société en crise*. L'Harmattan
6. Prunier, Gérard (2009). *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*. Oxford University Press
7. Mahmood Mamdani (2017), *Citizen and Subject*. Wits University Press
8. <https://mambasanews.com/ituri-mambasa-les-communautes-mambamusa-et-yira-sengagent-pour-la-cohesion-sociale-dans-le-territoire>